



Participation de M. Nabil BEN KHATRA Secrétaire exécutif de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), à la Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023 (22-24 mars, New York)

RIOB Side-Event

United Nations Headquarters (ECOSOC Room)

=====

Aujourd'hui, une personne sur quatre, soit deux (02) milliards de personnes sur la terre, n'a pas accès à l'eau potable¹. Ce constat est plus alarmant en Afrique où la disponibilité en eau moyenne est seulement d'environ 210 m³/habitant/an soit 40% de la moyenne mondiale qui est de 512 m³/habitant/an, même s'il existe quelques disparités entre les pays et régions.

Les situations de stress hydrique évoluent en pénurie d'eau dans certaines zones du continent et menacent la santé des populations et leur sécurité alimentaire.

Pourtant, l'Afrique est un continent doté de ressources importantes en eaux superficielles et souterraines pour la plupart transfrontalières : avec 83 Systèmes aquifères transfrontaliers sur les 608 inventoriés dans le monde et 80 bassins fluviaux transfrontaliers sur un total de 208.

C'est pour ces raisons qu'au cours des trois dernières décennies et venant en appui à ses pays membres convaincus de la nécessité d'une approche régionale de la gestion des eaux partagées, l'Observatoire du Sahara et du Sahel a orienté son action vers l'amélioration des connaissances, en recourant, entre autres, à la Télédétection pour inventorier et cartographier les ouvrages non inventoriés et estimer les prélèvements ainsi que l'évolution de l'occupation et de la dégradation des terres, concourant ainsi à mieux appréhender les effets mutuels au-delà des frontières, d'une exploitation intensive du potentiel en eau souterraines certes considérable mais limité. L'OSS encourage également l'échange et le partage des bonnes pratiques sur la gestion des ressources en eau notamment le recours aux eaux non conventionnelles et, pour les pays qui en possèdent, les eaux fossiles.

De plus, l'OSS promeut la gestion conjointe et durable des ressources en eau de surface et souterraines lorsqu'elles sont interconnectées et encourage la mise en place de cadres de gestion conjointe de ces ressources. C'est le cas, entre autres, du Système Aquifère lullemeden - Taoudéni/Tanezrouft (ITTAS) (partagé par l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Nigeria), du Sénégal-mauritanien et ceux de la sous-région de l'IGAD où coexistent à la fois les cours d'eau et les nappes interconnectés.

Œuvrer pour une gouvernance raisonnée et judicieuse des ressources en eau est aujourd'hui indispensable à la survie et à la paix des populations. A l'Observatoire du Sahara, nous nous attelons à rendre cette gestion possible et nous y mettons, au mieux de nos capacités, notre expertise et notre savoir-faire.

Les démarches adoptées par l'Observatoire du Sahara et du Sahel, avec l'appui de ses partenaires s'inscrivent dans cette perspective et concourent à l'atteinte de la cible 6.5.2 de l'ODD 6 et ainsi à la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « **L'eau pour le développement durable** ».

« L'eau est une ressource vitale à protéger et à gérer au bénéfice de tous »

¹ Rapport Joint Monitoring programme (OMS/UNICEF), 2021